

Questions orales

public sur son refus d'accorder de l'aide bilatérale aux pays les plus pauvres.

Aujourd'hui, le caucus libéral anime une table ronde pour discuter des répercussions de ces réductions sur les peuples d'Afrique, les plus touchés par huit modifications et compressions. Nous n'avons pas aimé que le gouvernement décide unilatéralement de rendre son aide conditionnelle au fait que les pays endettés acceptent d'appliquer des programmes d'adaptation structurels contraignants. Nous ne pouvons pas accepter les grands objectifs du gouvernement qui consistent, aux termes du document qui a été divulgué, à soutenir et à promouvoir des réformes fondées sur le libéralisme économique ainsi que l'établissement de liens commerciaux et financiers entre le Canada et les bénéficiaires de l'aide.

J'ai en main des pétitions que j'ai reçues à l'occasion d'un rassemblement à l'Université Queen's la semaine dernière. Des centaines d'étudiants et des milliers de Canadiens de tous les coins du pays demandent la tenue de consultations publiques avant la mise en oeuvre des changements et exigent que notre programme d'aide accorde toujours la priorité aux pays les plus pauvres.

* * *

LES SCIENCES

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, alors même que le gouvernement fédéral coupait dans les budgets de programmes scientifiques d'une importance capitale, il continuait allègrement de mettre des sommes supplémentaires en orbite—dix millions de dollars de plus cette année que l'an dernier. À quoi sert tout cet argent? Plus de 1,5 milliard de dollars sont destinés au projet de la station spatiale américaine.

Avec l'arrivée d'un nouveau président à la Maison-Blanche, qui sait seulement s'il y aura une station spatiale? Les Américains sont en train de se rendre compte que les activités scientifiques menées ici-bas ont de bien meilleures retombées économiques que les mégaprojets touchant les confins de l'espace. On a déjà gaspillé 300 millions de dollars qui auraient pu servir à poser les jalons d'une économie à valeur ajoutée, une économie basée sur la connaissance qui créerait les emplois stables et payants dont les gens ont désespérément besoin.

Pour les milliers de chômeurs canadiens, la dernière limite, ce n'est pas l'espace, c'est le dernier chèque d'assurance-chômage avant de sombrer dans la misère la

plus totale et l'oubli. Voilà la limite que nous devrions faire en sorte que personne n'ait à franchir.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'EMPLOI

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Au moment où nous nous parlons, il y a 400 000 jeunes Canadiens qui ne réussissent pas à trouver du travail. Par contre, il y a au Canada 300 000 emplois inoccupés parce que nous n'avons pas les travailleurs qui possèdent les compétences nécessaires.

Le premier ministre, qui prépare sa sortie, est-il fier de laisser un jeune Canadien sur cinq sans emploi?

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, il va sans dire que tous les députés à la Chambre trouvent que le taux de chômage chez les jeunes est beaucoup trop élevé. C'est pourquoi le gouvernement a mis l'accent sur les programmes de formation et de recyclage pour inciter les décrocheurs scolaires—quelque 30 p. 100 des jeunes abandonnent leurs études, ce qui est un pourcentage inacceptable—à réintégrer la population active et à participer à la vie économique de la nation.

Quelque 3,5 milliards de dollars sont consacrés à la formation et au recyclage, et je crois que ce budget est un témoignage positif de ce que le gouvernement fait pour encourager les jeunes à réintégrer le marché du travail.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, la réalité c'est qu'à la fin du mandat Mulroney, 400 000 jeunes sont sans emploi. Un jeune sur cinq cherche à travailler. Pourtant, il y a 300 000 emplois qui ne trouvent pas preneur parce que personne n'a la formation adéquate.

Je demande donc au premier ministre: Que s'est-il passé avec sa propre promesse qu'il y aurait des programmes de formation à la suite de l'Accord de libre-échange? Pourquoi a-t-il trahi la population?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Évidemment, monsieur le Président, comme d'habitude, la déclaration de la députée est erronée. Il y a maintenant 3,8 milliards de dollars affectés à des programmes de recyclage de la main-d'oeuvre et surtout pour notre jeunesse au Canada. C'est un chiffre sans précédent. Ce